Quels que soient les résultats électoraux, il n'est plus possible d'ignorer que les institutions sont à bout de souffle. Le rejet de la politique pour des conceptions gestionnaires ou l'abstention en sont les signes les plus voyants. Pourtant, sans relation conflictuelle à elle-même, sans réflexion approfondie sur un devenir commun souhaitable à travers le débat contradictoire et la délibération collective, la société finit par se décomposer. C'est en effet la critique continuelle et raisonnée qui lui permet de se surpasser et de se renouveler. Si la question de la société est l'affaire de toutes et tous, alors le développement de l'esprit critique et la formation à la réflexion sont incontournables.

La privatisation de la chose publique et le déclin du politique

L'accaparement de la chose publique par des minorités et autres professionnels de la politique et les scandales retentissants que cela suscite démontre à quel point nous vivons dans l'illusion de la démocratie, ceux et celles qui se présentent comme les gardiens des valeurs républicaines faisant comme s'ils bénéficiaient d'une charge à vie et comme si la politique était leur bien propre ou un droit divin. A bien des égards, la démocratie n'est plus que le régime où il suffit d'avoir le consentement des masses de temps à autre, une pure formalité en somme. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'une partie de la population, souvent la plus précarisée, s'engage dans un processus de dés-identification vis-à-vis d'institutions qui ne lui permettent pas de faire entendre sa voix. Mais comme c'est la politique qui donne le sentiment d'appartenir à une communauté, permet de donner du sens à sa vie et d'accéder à la reconnaissance, et puisque une vie humainement acceptable ne saurait se réduire à celle de simple producteur-consommateur, son effacement ne peut conduire en retour qu'à d'autres formes d'identification. D'où la montée des intégrismes ou des appartenances fermées et exclusives, selon des modalités totalitaires.

L'institution scolaire elle-même n'échappe pas à la crise et il suffit de discuter avec les élèves les plus fragiles ou en situation de marginalisation pour percevoir le désenchantement dont elle fait l'objet. Il devient en effet de plus en plus difficile de croire qu'elle puisse permettre de se réaliser et d'exister socialement.

Les insuffisances de la « pure instruction » et la nécessité de la tension créatrice

Force est de constater que la démocratie devient un mot sans portée voire falsifié quand il est utilisé pour qualifier un régime qui la réduit à sa portion congrue ou son contenu le plus pauvre. Si l'on veut bien reprendre le principe démocratique à sa racine et lui redonner toute sa charge provocatrice, ce ne peut être que le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple, le mouvement au cours duquel toutes et tous décident collectivement et ouvertement du devenir commun.

Mais il n'y a pas d'expérience de la démocratie sans culture démocratique, sans formation à la critique et tension créatrice. C'est pourquoi il faut sortir de la pure instruction qui laisserait à penser qu'il pourrait suffire d'en revenir aux connaissances de base, à savoir lire, écrire, compter, ou de se tourner vers la réussite à tout prix en s'arrêtant à des savoirs purement utilitaires. Car c'est en faisant l'expérience de la coopération et de la solidarité mais aussi du conflit et du désaccord, en acquérant la faculté de se mettre à la place de l'autre, qu'il devient possible d'ouvrir un nouvel horizon d'espérance partagé.

Une école de la soumission où les jeunes ne sont pas formés à l'art de la controverse et de la délibération, à l'esprit critique, ni en droit de s'interroger sur le pouvoir mais seulement de s'y conformer passivement, ne peut répondre à la menace de pourrissement social.

Or à aucun moment un débat sérieux ne s'est ouvert durant la campagne sur la régression démocratique et sur la nécessité de renouer avec le jugement critique dès l'école. Nous sommes loin d'une politique éducative qui favorise des agir collectifs permettant le développement de capacités répondant aux enjeux d'une vraie démocratie – la construction en acte des libertés.

Le combat pour l’appropriation collective de la politique par le débat – y compris et surtout sur les “questions vives” – doit se poursuivre à l’école aussi !